

M. Whicher: Dieu merci, le grand pays au sud du nôtre est celui des États-Unis d'Amérique, mais alors, rappelons-nous que cela présente aussi de nombreuses difficultés. L'an dernier, les États-Unis ont eu un déficit de 38 milliards de dollars et leur budget de cette année en prévoit un de 25 milliards. Comment peut-on vivre dans le voisinage d'un pays comme celui-là, qui dépense autant d'argent, dont la population est dix fois la nôtre, qui a un climat beaucoup plus chaud? Mais en dépit de ce voisinage, nous avons assez bien réussi.

L'automne dernier, la Chambre des communes a adopté un bill fiscal, auquel se sont à présent opposés tous les députés de l'opposition, et qui haussait les exemptions de \$1,000 à \$1,500 pour les célibataires et de \$2,000 à \$2,850 pour les gens mariés. Ce n'est pas assez, dit l'opposition. Néanmoins, il s'agit d'une hausse d'environ 50 p. 100 et c'est certainement un pas dans la bonne voie. Je ne puis m'empêcher de poser cette question à mes honorables amis du côté gauche: de combien ont-ils haussé l'exemption la dernière fois qu'ils étaient au pouvoir? Pas d'un seul sou.

Des voix: Bravo!

M. Whicher: Mais le gouvernement a fait encore mieux en accordant une exemption supplémentaire de \$650 à tout contribuable atteignant 65 ans au lieu de l'exemption de \$500 à 70 ans accordée précédemment. Selon l'opposition, c'est insuffisant. Mais de combien mes amis conservateurs l'ont-ils augmentée lorsqu'ils étaient au pouvoir? Une fois encore, pas d'un sou.

Voilà des années que de nombreux Canadiens et surtout les jeunes mères demandaient qu'on leur accorde une exemption lorsqu'elles travaillent afin de compenser leurs frais de gardiennage d'enfants ou d'entretien de leur intérieur. Le précédent ministre des Finances a relevé le défi et les mères qui travaillent jouissent maintenant d'une exemption pouvant atteindre \$2,000. C'est insuffisant, déclare l'opposition. Mais, je leur rappelle que c'est un excellent début. Les travailleurs et travailleuses ont maintenant droit à une déduction de \$150 au titre des vêtements et outils nécessaires à leur métier.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: La belle affaire!

M. Whicher: Une fois encore, l'opposition prétend que ce n'est pas suffisant, mais qu'a-t-elle accordé quand elle était au pouvoir? Une fois de plus, pas un sou.

Nombre de Canadiens ne sont pas convaincus de la valeur de ces réalisations dont je pourrais citer de nombreuses autres. Par exemple, je me souviens de la levée de boucliers qu'a provoquée chez les chefs de petites entreprises le Livre blanc sur la fiscalité qui prévoyait d'imposer toutes les sociétés sur une base identique, qu'elles soient grosses ou petites. Le gouvernement a adopté à juste titre, des pourcentages d'imposition permettant aux petites entreprises de ne payer que la moitié de ce que versent les grosses sociétés, à concurrence d'un niveau de bénéfice très raisonnable. Il est humain de détester toute forme d'imposition, mais le gouvernement a rendu notre régime fiscal beaucoup plus équitable que précédemment. Comme exemple, je citerai l'adoption de l'impôt sur les gains en capital pour la première fois dans notre histoire. Au moins 90 p. 100 de la population est en faveur de cet impôt bien que certains députés de l'opposition, qui s'efforçaient de gagner l'appui des grosses entreprises, se

[M. Baldwin.]

soient opposés à cette méthode d'imposition particulièrement équitable et adoptée par tous les pays occidentaux.

Je terminerai mes observations sur ce sujet en disant que les Canadiens doivent, dans l'ensemble, une grande dette de reconnaissance à M. Edgar Benson...

Des voix: Bravo!

• (1430)

M. Whicher: ... qui a subi sans broncher les critiques les plus virulentes, nous a finalement présenté un régime fiscal équitable pour tous. Monsieur l'Orateur, si l'opposition pense que j'ai tort, qu'elle questionne les centaines de milliers de Canadiens dorénavant exemptés d'impôt et les millions d'autres qui en paieront moins.

Des voix: Bravo!

M. Whicher: Depuis la seconde guerre mondiale l'agriculture canadienne faisait l'objet d'un traitement injuste. Du fait de l'augmentation de leurs frais et, dans de nombreux cas, à cause de la diminution du prix de vente de leurs produits, les cultivateurs se sont vus soumis à des pressions économiques insoutenables. Tandis que d'autres secteurs économiques voyaient leurs revenus s'accroître et bien souvent ceux des cultivateurs restaient stationnaires ou accusaient même certaines baisses. J'ai déjà déclaré dans cette Chambre, et j'aimerais le signaler de nouveau, que, dans de nombreux cas, l'industrie agricole est dans une situation pire qu'elle ne l'était quand j'ai fait mes premières armes dans la politique il y a 17 ans. Je dois toutefois dire en toute honnêteté, monsieur l'Orateur, que je vois une lueur d'espoir. Je crois sincèrement que l'industrie agricole, après un long délai, est en train de se remettre.

L'industrie du bœuf se porte bien et les prix permettent au cultivateur de retirer un revenu raisonnable de son investissement. L'industrie du lait se porte beaucoup mieux qu'il y a deux ans. Grâce aux grands efforts de vente déployés par l'entreprise privée, par l'entremise de la Commission canadienne du lait, presque tous les stocks de poudre de lait ont été vendus. Conséquemment, les prix ont augmenté et les gens qui vivent de l'industrie laitière au Canada, sans obtenir autant qu'ils devraient, peuvent au moins gagner leur vie.

Je ne voudrais pas minimiser les longues heures de travail ardu de nos producteurs laitiers. Permettez-moi de vous rappeler que tous les jours de l'année, y compris le dimanche et les jours de repos, les vaches doivent être traitées deux fois par jour. C'est pourquoi j'espère que les prix des produits agricoles augmenteront, mais je m'empresse également de signaler que l'ensemble de l'industrie se porte beaucoup mieux que lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir.

Nos producteurs de porcs, aux prises avec des prix désastreux l'année dernière à cause d'une surproduction qui a envahi l'ensemble du marché nord-américain, touchent une subvention de \$5 que leur accorde le ministre des Finances (M. Turner) pour chaque porc de bonne qualité, jusqu'à concurrence de 200 porcs. Ils toucheront ainsi \$25 millions de dollars. Personne n'y a plus droit qu'eux, et c'est dû au fait que le gouvernement s'est rendu compte de leur situation.

Le gouvernement a instauré un double système de prix pour le blé. Les producteurs de blé le réclamaient et l'exigeaient même depuis bon nombre d'années. Ils toucheront un montant additionnel de \$60 millions de dollars. Je signale toutefois qu'après de nombreuses années de